



Hénin-Beaumont, le 6 septembre 2015

**Après les nouvelles révélations sur Steeve Briois, le PCF d'Hénin-Beaumont exige
une nouvelle fois sa démission**

Le Front national est convoqué le 9 septembre devant les juges du pôle financier de Paris et pourrait être mis en examen dans le cadre de l'enquête sur le micro-parti Jeanne dont Steeve Briois était le mandataire financier et la société de communication Riwal, liées au Front national. Selon l'AFP, le parquet de Paris a pris en juin un réquisitoire supplétif demandant aux juges de mettre en examen le FN pour recel d'abus de biens sociaux mais aussi pour complicité d'escroqueries dans le volet des remboursements de frais de campagne.

Il demandait aussi la mise en examen pour complicité d'escroquerie du maire d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois, secrétaire général du FN au moment des législatives. Selon une source proche du dossier, le parquet se fonde sur un courriel de M. Briois à Frédéric Chatillon, dans lequel il lui donne des instructions nous apprend l'AFP.

Frédéric Chatillon, ancien président du GUD et proche de Marine Le Pen est le fondateur de Riwal. Il a été mis en examen pour escroquerie, faux et usage de faux, abus de biens sociaux et financement illégal de parti politique dans cette affaire.

Lorsque les premiers éléments du dossier sont parus dans la presse, le PCF d'Hénin-Beaumont avait demandé des explications à Steeve Briois et demandé la démission du pseudo-chevalier blanc, en réalité fils spirituel de Gérard Dalongeville. Pour toute réponse, Steeve Briois avait engagé une plainte en diffamation contre moi. Au vu des nouvelles révélations de l'AFP qui mettent en lumière le rôle de Steeve Briois, nous réitérons notre appel à la démission de Steeve Briois.

David NOËL,

Secrétaire de la section d'Hénin-Beaumont du PCF
Conseiller municipal PCF d'Hénin-Beaumont